Notre État est caduc

L’État qui se mêle de tout nous a menés au bord du précipice. Pour redresser la France il nous faut un nouvel État fondé sur l’autonomie et les libertés des collectivités locales.

La tempête coronavirus a déferlé avec une force et une violence quasi similaire dans tous les pays européens. Mais en France elle est en passe de devenir un tsunami social et économique dans un pays qui se remettait tout juste de la crise des gilets jaunes et de celle de la réforme des retraites. Une troisième crise moins médiatique, plus sourde, était en filigrane ces dernières années : celle des hôpitaux. Tous personnels confondus, des chefs de services aux brancardiers, des internes aux aides-soignants, tous criaient mois après mois l’immense disette qui ravageait l’hôpital français en arborant des brassards « en grève » sans jamais déserter leur poste. Alors que l’État se targuait d’avoir le meilleur système de santé au monde…

> ***La crise sanitaire annonce non seulement une crise économique et sociale, mais également une crise politique***

On assiste au naufrage d’un État qui veut s’occuper de tout et cherche avec son obsession des procédures et des mises en conformité, à contrôler les initiatives des forces vives et des collectivités locales. Pourtant cet État qui veut s’occuper de tout n’a pas été en mesure de garantir la sécurité sanitaire du pays, il a renoncé à une stratégie en matière industrielle et laissé faire des délocalisations qui atteignent notre indépendance nationale, il a fait preuve d’imprévoyance en liquidant les stocks d’équipement hospitaliers, il a refusé par pure idéologie de contrôler les frontières.

L’État est entravé par ses propres circulaires, directives, normes et contrôles, qui empêchent même les instructions du sommet d’être appliquées. Quant aux responsables politiques, ils sont tétanisés par la prise de risque et se cachent

derrière les comités d'experts dans lesquels les batailles d'egos et d'intérêts font rage. Ils se contentent d'une communication de crise à l'anglo-saxonne, anxiogène et abrutissante, qui débite jour après jour la litanie des morts et des convalescents.

Le gouvernement est dépassé, il a déjà perdu une grande part de sa crédibilité en érigeant le non-dit, voire le mensonge en système de communication, visant à cacher ses erreurs (masques et respirateurs, tests, médicaments…). Pire encore, il a perdu la confiance des Français. Ainsi la crise sanitaire annonce non seulement une crise économique et sociale, mais également une crise politique. Le gouvernement, affolé, l'a bien compris, qui en appelle maintenant aux élus locaux pour prendre le relai des décisions qu'il a déjà prises.

Compte tenu de la gravité de la situation et étant donné l'inquiétude grandissante de leurs administrés, les élus locaux sont prêts à relever le défi. Pourtant ils supportent de moins en moins cet État qui prend tout à tour le visage froid de l'État bureaucratique ou celui faussement maternel de l'État-providence. Ils ne comprennent pas cette approche centralisée et uniforme du déconfinement. Ils savent que les pays qui ont jusqu'à maintenant le mieux géré la crise sont la Corée du Sud qui a opté pour un traitement local, et l'Allemagne qui avec les Länders a adapté les mesures région par région. Ils sont scandalisés et attristés par l'incapacité du gouvernement à gérer la fourniture de masques, tests et médicaments. Ils sont choqués par le fait que le gouvernement n'ait pas fait confiance aux laboratoires privés et publics, vétérinaires et universitaires, qui se proposaient pour mener cette campagne de tests.

Mais maintenant que le gouvernement est au pied du mur, les élus locaux sont en droit de demander que les responsables politiques nationaux fassent enfin confiance aux initiatives des collectivités territoriales en acceptant différenciation et expérimentation, en respectant diversité et particularisme. Pour ces élus il n'est pas question de délégation de compétences, il est question de la reconnaissance et du respect de l'autonomie des collectivités locales, c'est à l'État de créer les conditions favorables pour que les collectivités locales puissent assumer leurs missions, car au lieu de vouloir tout faire et tout diriger, l'État reconnaitra enfin aux collectivités locales les missions qu'elles sont en mesure d'assumer.

Aujourd'hui, si l'on veut sortir de cette crise sanitaire, économique et sociale, il

nous faut un changement de gouvernance. Ce n’est pas à une énième réforme de l’État que nous aspirons, c’est à une révolution pacifique, qui aboutira à la reconnaissance de l’autonomie des collectivités locales, qui redonnera aux citoyens la liberté d’initiative et qui permettra la mobilisation de toutes les énergies pour permettre à la nation de surmonter cette épreuve et d’engager son redressement.

Charles Millon
Ancien ministre de la Défense (mai 1995-juin 1997) et administrateur de l’Institut Thomas More.

Causeur le 30/04/2020